

# Médias et partis politiques en conclave pour l'Afrique !

**C**e mardi, 21 juin 2005, le parti de l'Union des Forces de Progrès (UFP) a tenu un point de presse auquel ont été invités des représentants de quelques journaux indépendants. L'objectif de cette conférence était d'édifier l'opinion publique sur la tenue, le 28 juin prochain à Cotonou (Bénin), du Forum des partis politiques, des médias et de la société civile en Afrique de l'Ouest, et de l'implication active du Club de veille pour la paix en Afrique de l'Ouest dans la préparation et l'organisation de ce Forum. Etaient présents, à côté du président du parti, Monsieur Mohamed Ould Maouloud, Monsieur Tidjany Koita, sénateur de Kaédi, Monsieur Boubacar Moussa, consultant et Madame Khadiata Malick Diallo, membre du parti UFP : trois personnalités membres du Club de veille.

Dans son intervention, le président de l'UFP a indiqué que le Club de veille pour la paix en Afrique de l'Ouest est une association de personnalités ouest africaines, créée en 2003 à Cotonou, en vue de promouvoir la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest. Son action consiste, en étroite collaboration avec le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, à mobiliser la société civile pour jouer un rôle positif dans les situations de crise que peuvent

connaître les pays africains, ainsi qu'à renforcer les efforts institutionnels entrepris dans ce cadre. Selon Ould Maouloud, le Club, par l'action de ses personnalités et de ses associations, s'est déjà fait sensiblement remarquer dans des crises comme celles du Nord du Mali, celle du Niger, et plus récemment dans le conflit de la Côte d'Ivoire et dans le foyer de tension Casamance-Guinée Bissau, où avaient été dépêchées, depuis 2004, deux missions de sensibilisation dirigées respectivement par l'ex-ministre gambien des affaires étrangères, Monsieur Sédatt Diop et le président de l'UFP, Mohamed Ould Maouloud. Suite à ces missions, selon Ould Maouloud, les membres du Club avaient produit des rapports destinés aux différents acteurs et proposé l'organisation d'un Forum réunissant toutes les institutions pouvant jouer un rôle de paix dans les pays (partis politiques, journaux, société civile). Car selon le président de l'UFP, ces différents acteurs, au lieu d'aviver les tensions, comme ce fut le cas, par les journaux, dans la crise sénégal-mauritanienne et dans celle du Rwanda, et par la société civile et les partis politiques, dans le conflit ivoirien, doivent plutôt sortir de ornières étroites pour élever les débats et chercher des consensus au niveau régional.

Soulignons qu'au niveau organisationnel, quelques difficultés se font sentir concernant le choix des pays participants à ce Forum. Car il s'agira de choisir, parmi les 18 pays membres, des représentants dont les critères de sélection risqueront, tout de même, de ne pas faire l'unanimité. Pour contourner cet obstacle, le Comité d'organisation a opté pour la mesure suivante : choisir, dans chaque pays :

- 4 partis politiques (dont 2 de la mouvance présidentielle et 2 de l'Opposition) ;
- 2 organes de presse (dont 1 officiel et 1 indépendant) ;
- 4 représentants de la société civile.

En ce qui concerne la Mauritanie, comme nous l'explique Madame Khadjata Malick Diallo, (qui est désignée par le comité comme point focal pour la Mauritanie), les partis ciblés pour participer à la rencontre du 28 juin sont : le PRDS et le RDU, de la mouvance présidentielle, et l'UFP et le RFD, de l'Opposition. Le critère étant le niveau de représentativité au niveau de l'Assemblée. Quant aux journaux, l'AMI et le Calame feraient le déplacement.

Nous apprenons, par ailleurs, que Monsieur Messaoud O. Boulkheir avait été invité à titre de personnalité influente et non à titre de représentant de parti,

mais qu'il aurait décliné l'invitation, étant à ce titre.

Durant ce Forum, quelques questions jugées essentielles seront à l'ordre du jour, à savoir : quels enseignements tirer des crises passées et en cours dans la région, crises dont l'origine et l'enjeu sont d'ordre politique ? Comment les acteurs peuvent-ils, d'une commune volonté, prévenir le prolongement et la répétition de telles crises ? Comment relever le défi d'un développement durable dans la région dans le respect des différences ?

Les résultats attendus de cet événement sont, entre autres, la contribution à une meilleure compréhension des risques et des défis pesant sur l'enracinement de la démocratie et la construction de la paix dans la région, la contribution à la mise en dialogue des acteurs socio-politiques et institutionnels ouest africains sur leur rôle, leurs capacités et responsabilités dans la promotion de la paix et de la démocratie.

Rappelons en fin que les pays concernés par ce forum sont les 15 pays de la CDEAO, en plus du Cameroun, du Tchad et de la Mauritanie.